

# CGT – SUD – FO

## **PAS UNE VOIX POUR LA MISE EN PLACE DE LA COMUE PARIS SACLAY !**

Les directions des Universités, organismes de recherches et Ecoles impliquées dans Paris-Saclay nous appellent à voter pour les élections au Conseil d'Administration de la COMUE.

Alors que les budgets de nos unités et services sont exsangues, les mêmes directions qui prennent les mesures d'austérité déboursent pas moins de 200.000 euros de fonds publics auprès d'un prestataire privé pour organiser ces élections, dans le but de parachever la mise en place contestée de la COMUE.

Le CNESER (Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche) s'est prononcé contre la COMUE Paris-Saclay. La majorité des Comités Techniques de nos Etablissements se sont prononcés contre cette COMUE. En effet, loin d'aider au développement d'un dispositif national de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, sa mise en place menace, au-travers des compétences déléguées, les prérogatives propres des établissements, et remet, de fait, en cause le caractère national des statuts des personnels comme les diplômes des étudiants. Même minoritaires, le gouvernement et les directions ont décidé de passer outre.

Ces élections au Conseil d'Administration visent donc à franchir un pas dans la mise en place pratique de la COMUE.

**Cette volonté effrénée de mettre en place cette Université Paris-Saclay, sans recherche de la vision partagée pourtant tellement mise en avant sur le papier, représente une fuite en avant dangereuse, qui a aussi toutes les chances de tourner au désastre sur le plan social.** Par constitution la COMUE sera pilotée vers des contrats courts et engendrera essentiellement de l'emploi précaire. Pour un certain nombre de personnels et d'étudiants, cela signifie la perspective d'un déménagement imposé sur un site dont la totalité des accès effectifs par métro ne sont prévus (au mieux) que pour 2023-2030, avec « l'alternative » de déménager et allonger considérablement le temps de trajet quotidien ou chercher à aller ailleurs par mobilité ou démission.

**Nos organisations présentent généralement des listes aux élections pour les instances représentatives des établissements. Là, nous n'entendons pas être complices de la mise en place de cette structure anti-démocratique et lourde de menaces, et brader les intérêts des personnels pour briguer un « strapontin » réservé à des élus du personnel (10 sur 26 membres du CA, soit 38% pour le personnel et 62% pour les nommés par l'administration !).** Au-delà de cette mise en minorité systématique des élus, le mode d'élection par collèges séparés ne permet pas de représenter équitablement toutes les catégories de personnel au CA.

**Les organisations syndicales soussignées décident donc de ne cautionner ce processus électoral d'aucune manière. Elles boycotteront ces élections et appellent les personnels à les suivre massivement.**

**En refusant de voter, signifions-leur à nouveau que cette politique est rejetée par une grande majorité des personnels et des étudiants !**

**Signataires :** SNTRS-CGT (Orsay, Gif/Yvette, campus polytechnique), SES-CGT Orsay, CGT-INRA (Versailles, Grignon, Jouy, Paris), SYAC-CGT-AgroParisTech, SUD Education Orsay, Sud Recherche EPST, Sud Rural Equipement AgroParisTech, FO-AgroParisTech, SNPRES-FO Orsay.